

Midterms aux États-Unis : cinq clefs pour comprendre des élections capitales

7.9.2026 - Alexandre Marc | Institut Montaigne

Le 3 novembre prochain se tiendront des élections parmi les plus cruciales que les États-Unis aient connues : les midterms, qui renouvelleront les 441 députés des États-Unis. Pourquoi sont-elles si cruciales ? Primaires des partis, organisation décentralisée au niveau de chaque État, rôle central de la justice, place des électeurs "indépendants et autoritarisme croissant d'un gouvernement imprévisible : 5 clefs pour comprendre.

Les élections de mi-mandat aux États-Unis se tiendront le 3 novembre prochain. Elles seront probablement les plus cruciales que le pays ait connues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En jeu : la capacité des institutions américaines à protéger une démocratie pour laquelle le président n'a cessé de montrer son dédain, et qu'il a attaquée avec une rare ténacité. Ces midterms se dérouleront alors que la popularité de Donald Trump, après un peu moins de deux ans au pouvoir, est la plus basse jamais enregistrée depuis que les sondages existent : seul 34 % d'approbation, et plus de 60 % de rejet.

Ces midterms se présentent comme un véritable référendum sur Donald Trump, alors que son autoritarisme, ses attaques de plus en plus fréquentes sur les institutions démocratiques et la façon dont il s'enferme dans une tour d'ivoire soutenue par les éléments MAGA les plus extrêmes suscitent une inquiétude croissante.

La Chambre des représentants s'apprête donc à être renouvelée : cela concerne 441 députés, dont 435 votent. Les six autres sont les représentants des territoires et n'ont pas le droit de vote sur les lois proposées par la Chambre, même s'ils participent aux débats. Les représentants sont élus pour deux ans et représentent des districts qui ont tous plus ou moins le même nombre d'habitants. 33 des 100 sièges de sénateurs (élus pour six ans, deux représentants pour chaque État quelle qu'en soit la taille) sont aussi renouvelés. Cinq clés de lecture permettent de saisir la dynamique de ces élections complexes :

- **Le rôle central des primaires,** qui permet à différentes voix de s'exprimer dans une société de plus en plus fragmentée mais encore dominée par deux partis.
- **La forte décentralisation** au niveau de chaque État concernant les règles de l'organisation des élections et leur suivi.
- **Le rôle central de la justice,** et en particulier de la Cour suprême, comme jamais au centre de la bataille électorale.
- **Le rôle déterminant des électeurs "indépendants".**
- **L'autoritarisme d'un gouvernement imprévisible.**

Le rôle central des primaires

Le système des élections primaires aux États-Unis est très particulier et les règles qui le définissent varient beaucoup selon les États. La date de ces primaires varie d'un État à l'autre : elles se déroulent entre début mars et fin septembre. Les sympathisants de chaque parti élisent leur candidat pour les élections législatives de novembre et même les candidats déjà en place doivent se soumettre à cet exercice, si bien qu'un représentant ou un sénateur peut perdre la capacité à se représenter. Dans certains cas, les électeurs doivent s'inscrire sur les listes de leur parti avant de

voter, et dans d'autres cas, n'importe quel électeur en droit de voter peut participer à la primaire du parti de son choix. Dans les circonscriptions fermement démocrates ou fermement républicaines, celui qui remporte les primaires est presque certain d'être élu en novembre. En 2026, 182 sièges sont déjà tenus de façon certaine par des Républicains et 184 sièges par des Démocrates : 80 % des élections sont d'ores et déjà déterminées.

Le taux de participation aux primaires est souvent très faible (encore davantage qu'aux élections nationales où le taux est déjà bas par comparaison aux autres démocraties occidentales) et pour 2026, il est plus élevé pour les primaires démocrates que républicaines : on constate une certaine résignation des électeurs républicains tandis que les primaires démocrates offrent des choix assez contrastés, avec **la montée du mouvement des démocrates socialistes** qui contestent les directions de la hiérarchie du parti et parviennent à mobiliser les électeurs, notamment les plus jeunes.

"Trump a largement utilisé le système des primaires pour soumettre les élus du parti républicain à sa volonté."

Trump a largement utilisé le système des primaires pour soumettre les élus du parti républicain à sa volonté. Plus de 50 % des Républicains se déclarent "MAGA" et se sont montrés jusqu'à présent fanatiquement attachés au président. **À travers le système des "endorsements" (soutien public apporté à un candidat) qu'il utilise sans aucune vergogne, Trump est plus ou moins capable de décider qui sera élu ou réélu pour le parti Républicain.** En raison de son influence considérable sur le parti, l'absence de soutien de sa part laisse très peu de chances de gagner, bien qu'à l'échelle nationale, moins de 15 % des Américains se disent MAGA.

L'utilisation des primaires par Trump pour éliminer ses opposants a mis le mouvement MAGA en position de force, ce qui n'est absolument pas représentatif de son poids électoral : au début du mois d'août, sur 312 "endorsements" par Donald Trump en 2026, 97 % des candidats ont gagné les primaires, malgré le taux d'approbation extrêmement bas du président au niveau national.

Les choses pourraient toutefois être en train de changer : depuis le début du mois d'août, dix candidats qui n'avaient pas été soutenus par Trump ont gagné les primaires républicaines, ce qui signale l'affaiblissement de l'emprise de Donald Trump sur le parti Républicain.

Côté démocrate, les primaires ont été l'occasion d'un débat intense sur les directions du parti ; de nombreux candidats se positionnent beaucoup plus à gauche que dans les élections précédentes. Ils émanent souvent des démocrates socialistes (Democratic Socialist of America) inspirés par Bernie Sanders et la très charismatique Alexandria Ocasio-Cortez : autant de personnalités telles qu'Abdul El-Sayed, Angie Nixon ou Peggy Flanagan, qui sont loin d'être les seuls, ont ainsi gagné les élections. La domination des centristes sur le parti démocrate semble remise en cause, ceux-ci étant jugés responsables du fiasco majeur de la dernière élection présidentielle (soit qu'ils aient encouragé Joe Biden à se représenter, soit qu'ils n'aient pas osé le décourager) et ayant été très critiqués du fait de leur passivité vis-à-vis de la montée autoritaire de Trump. L'élection de Zohran Mamdani à la mairie de New York en 2025 avait déjà été l'indicateur de ce virage à gauche du parti.

L'effervescence qui traverse le parti démocrate doit se comprendre dans le contexte de la détérioration du pouvoir d'achat sous Donald Trump, qui engage à prendre des positions beaucoup plus marquées sur les questions sociales et des inégalités. Alors que les élites du

parti démocrate pensent que les candidats centristes ont plus de chances de gagner les élections fédérales contre les Républicains, les candidats de gauche pensent au contraire que le moment est venu de ramener la classe ouvrière vers le parti démocrate. D'autres débats sous-jacents se sont également invités dans les primaires, notamment sur la question palestinienne et le soutien des États-Unis envers Israël. Le futur de l'IA et la construction des centres de traitement des données que cette technologie requiert sont également devenus ces derniers mois un sujet très polémique.

Des élections contrôlées par les États fédérés : une protection contre l'autoritarisme

La constitution américaine est très claire : le contrôle et l'organisation des élections fédérales relèvent de la responsabilité des États fédérés. La Cour suprême l'a confirmé tout au long de l'histoire des États-Unis, en soulignant que les États devaient s'en tenir à leur constitution et leurs lois. C'est la constitution de l'État fédéral qui décide qui peut voter aux États-Unis et qui est en droit de se présenter à des élections. Le Congrès des États-Unis peut toutefois, à travers des lois, changer les règles établies par les États fédérés. Cette très forte décentralisation en matière électorale fait que les règles qui régissent les élections varient de façon significative d'un État à un autre. L'exécutif joue donc un rôle extrêmement limité dans les règles et l'organisation des élections fédérales. L'exécutif joue un rôle extrêmement limité mais le ministère de la justice a le devoir de s'assurer que les lois fédérales passées par le Congrès américain sont respectées par les États fédérés, et il a un rôle important à jouer pour protéger le droit de vote des citoyens. Il existe également une commission fédérale électorale dont les six membres sont nommés par le président et confirmés par le Sénat, mais elle ne peut pas être composée par plus de trois membres appartenant à un parti et est indépendante de l'exécutif. La commission suit principalement le financement des campagnes et s'assure du respect des lois fédérales.

Cette organisation complexe fait partie du système de freins et contrepoids établis par la constitution américaine pour contenir les velléités autoritaires d'un chef d'État qui possède déjà, selon la constitution, énormément de pouvoir. Si le président ne peut pas intervenir directement dans l'organisation des élections de novembre, il peut faire pression sur un État dont le gouverneur lui est soumis et où la législature est contrôlée par le parti républicain, en poussant pour changer les règles et la pratique électorale au niveau de cet État. Donald Trump n'a pas hésité à se jeter dans cette bataille. Ce type d'intervention est cependant risqué pour le président car les États démocrates peuvent répliquer à leur tour en modifiant la pratique dans leur État afin de défavoriser les Républicains.

"Donald Trump a exercé des pressions très fortes sur les gouverneurs d'un certain nombre d'États MAGA pour redessiner les cartes électorales des districts."

La "guerre" des cartes électorales durant la préparation des élections de 2026 illustre bien comment les efforts de Donald Trump pour influencer les élections de novembre pourraient bien se retourner contre lui. Donald Trump a exercé des pressions très fortes sur les gouverneurs d'un certain nombre d'États MAGA pour redessiner les cartes électorales des districts. L'ajustement de ces districts se fait habituellement après les recensements qui ont lieu tous les dix ans afin de prendre en compte les changements démographiques. Le prochain recensement est prévu en 2030 et la bonne pratique voudrait que les modifications soient faites vers 2031. Ces ajustements donnent très souvent lieu à une pratique dénommée "gerrymandering" qui consiste à trouver des moyens dans les limites de la loi pour que le découpage des districts électoraux favorise le parti au pouvoir

dans l'État.

Donald Trump a commencé par exercer des pressions sur le Texas, où le mouvement MAGA est très puissant, pour redéfinir les districts électoraux immédiatement, sans attendre le prochain recensement. Le Texas est aussi le deuxième État le plus peuplé des États-Unis et compte de ce fait un grand nombre de représentants (38). Le gouverneur et sa législature se sont livrés à une opération de *gerrymandering* sans aucune vergogne pour créer des districts anciennement démocrates où les Républicains ont désormais toutes les chances de gagner. Ce *gerrymandering* s'est fait très largement au détriment de la population noire.

En rétorsion, le gouverneur démocrate de Californie a initié un processus similaire dans son État, le plus peuplé des États-Unis, qui a largement compensé les pertes probables de positions démocrates au Texas. Ceci a déclenché une cascade de révisions des districts : 10 États ont adopté de nouvelles cartes électorales. Cela s'est accompagné de nombreuses batailles devant la justice et, à l'intérieur des législatures, de chacun des États concernés, ce qui a dans certains cas permis de rejeter les efforts des gouverneurs, et dans d'autres cas les a modifiés fortement. La Cour suprême a été appelée à trancher et s'est prononcée en faveur du droit des États à redessiner leur carte quand bon leur semble, mais a aussi considérablement affaibli le principe établi dans le "Voting Right Act" de 1965 qui lutte contre la discrimination faite contre les minorités en matière électorale.

À première vue, **les Républicains semblent avoir gagné cette guerre des cartes électorales en obtenant davantage de districts pour leur parti que les Démocrates**. Selon certains experts, la dynamique est en train de changer rapidement et pourrait, dans certains cas, se retourner contre les Républicains du fait de la très faible côte de popularité du président. C'est autant de nouvelles opportunités pour les Démocrates, notamment au Texas, où le vote latino gagne en visibilité. Cette dynamique, que la Cour suprême a encouragée, ne fait que renforcer la polarisation du pays et lui donne un caractère encore plus géographique.

Une justice fortement impliquée sur les questions électorales

Le nombre de litiges apparus dans le cadre des élections de mi-mandat a entraîné une intervention sans précédent de la justice à tous les niveaux, depuis les cours locales jusqu'à la Cour suprême. Dans la majorité des cas, la justice a été saisie au sujet de la modification des cartes électorales. **Un arrêt de la Cour suprême revêt notamment une importance considérable pour le traitement des minorités dans les élections américaines : Louisiana vs. Calais, en avril 2026**, qui limite considérablement la possibilité d'invoquer la représentation des minorités raciales et ethniques dans l'établissement des limites des districts électoraux. Il met en difficulté un certain nombre de représentants afro-américains. Cette décision s'inscrit dans la continuité d'autres décisions de la Cour suprême, à majorité conservatrice, qui s'est clairement prononcée en faveur de la réduction des privilèges accordés aux minorités aux États-Unis.

En revanche, **la justice, Cour suprême incluse, a jusqu'à maintenant contenu les velléités de l'exécutif d'intervenir dans l'organisation des élections au niveau des États**. Le président Trump a passé un décret (executive order) pour imposer des restrictions sur le vote par correspondance, très pratiqué aux États-Unis, et qui a tendance à bénéficier majoritairement aux Démocrates. Un juge fédéral s'est opposé à cette décision au nom de la Constitution américaine, statuant que le pouvoir exécutif ne pouvait s'impliquer dans la régulation des élections. La Cour suprême est allée dans le même sens lors d'un litige sur les votes par correspondance arrivés après la fermeture des bureaux (Watson v. Republican National Committee).

Le rôle crucial des "indépendants", surtout dans les "swing states"

La polarisation croissante conduit la grande majorité des électeurs à voter pour le parti auquel ils se rattachent "identitairement", quand bien même ils n'apprécient pas les candidats qui se présentent. Le vote des indépendants et le taux de participation sont donc absolument déterminants. Les sondages le montrent : Donald Trump est encore populaire parmi les Républicains et, depuis le début de sa présidence, très impopulaire parmi les Démocrates, mais le niveau d'appréciation du président varie fortement parmi les indépendants. Juste après les élections présidentielles de 2024, il était un peu au-dessous de 40 %, il serait actuellement à peu près à 20 %. La variation est beaucoup plus prononcée que chez les électeurs affiliés à un parti, qu'il soit démocrate ou républicain. Or, la proportion d'électeurs qui se disent indépendants est en augmentation depuis des décennies, selon Gallup : ils seraient près de 45 % aujourd'hui, tandis que les électeurs affiliés à chacun des deux partis officiels sont environ 27 % (54 % au total). Ils vont donc bientôt devenir majoritaires, ce qui témoigne d'une défiance croissante vis-à-vis des deux grands partis. Toutefois, "indépendant" n'est pas synonyme de "modéré". Beaucoup d'électeurs se déclarent indépendants parce qu'ils n'aiment pas l'idée d'être affiliés à une institution, mais une partie d'entre eux est très conservatrice et une autre très libérale : selon Gallup, seuls 47 % des indépendants se disent modérés et ce sont eux qui vont voter, s'ils décident de voter, pour un parti ou pour un autre selon les circonstances. Ils représentent environ 20 % de l'ensemble des électeurs. S'ils votent dans un État où l'un des partis prédomine nettement, leur vote ne changera probablement pas la donne mais les indépendants modérés peuvent vraiment faire une différence dans les *swing states*.

Les sondages vont tous dans le même sens : ils indiquent que les indépendants modérés ont l'intention de voter en grande majorité pour les Démocrates. À cela s'ajoutent des électeurs démocrates extrêmement mobilisés. Les conditions sont réunies pour créer la surprise, y compris dans des États tenus depuis longtemps par des Républicains comme le Texas, la Floride, l'Alaska, le Montana, le Kansas, la Caroline du Sud et ce malgré les changements dans les cartes électorales.

"Les indépendants modérés peuvent vraiment faire une différence dans les *swing states*."

Un Président et un gouvernement à haut risque

Dernier paramètre, et non des moindres, qui rend ces midterms cruciaux : la personne de Donald Trump, qui considère que le pays a besoin d'un homme fort aux manettes. Son refus d'accepter sa défaite lors de l'élection de 2020 montre sans ambiguïté son refus des règles du jeu démocratique et beaucoup craignent que, avec la collaboration des gouverneurs dans certains États contrôlés par les Républicains, Trump empêche l'intronisation d'élus démocrates, quitte à utiliser les forces armées. Le ministre de la Défense Pete Hegseth lui est inféodé et le FBI ainsi que le ministère de la Justice ont mené la chasse aux libéraux au sein du personnel de leurs institutions.

La sénatrice du Michigan, Elissa Slotkin, a demandé au ministre de la Défense et au chef d'état-major de l'armée de s'engager solennellement à ne pas faire intervenir l'armée dans les élections - intervention très surprenante dans une vieille démocratie comme les États-Unis.

Les craintes pour la démocratie sont renforcées par la loyauté totale du personnel de la Maison-Blanche - des individus sans compétences particulières dans leur domaine de responsabilité, y compris dans des postes extrêmement stratégiques comme le ministère de la Justice, de la Défense,

ou le FBI - dont les dirigeants suivent aveuglément la volonté du président.

L'éventualité de la suspension des élections en raison de la guerre avec l'Iran a même été soulevée : dans un discours aux membres républicains de la Chambre des représentants en janvier dernier, Donald Trump a déclaré qu'il ne devrait pas y avoir d'élection en novembre, sous-entendant que les Démocrates allaient tricher. **Simple provocation ou intention véritable ? Avec Trump, il est difficile de trancher, sans compter qu'il a aussi annoncé à plusieurs reprises qu'il pourrait se présenter à un troisième mandat, ce qui est interdit par la constitution.**

Trump affirme beaucoup de choses qu'il ne met pas en pratique. Toutefois, penser qu'il acceptera sans rien faire que des élections fassent perdre le Congrès à son parti semble illusoire. **La démocratie américaine est en suspens.**

Copyright SAUL LOEB / AFP

Le Capitole américain, à Washington, le 7 octobre 2019

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/midterms-aux-etats-unis-cinq-clefs-pour-comprendre-des-elections-capitales>